

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ETABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 91  
N° 26.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15  
NO TITEMA 1942.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger .....	71 fr.	42 fr.	23 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc .....	2 fr.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ET ACTES DU HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE  
POUR LE PACIFIQUE

1942 29 oct.	Décret chargeant M. Faugerat, des fonctions de Président par intérim du Tribunal Supérieur d'Appel de Papeete.....	306
29 oct.	Décret accordant une remise de peine à la Demoiselle Punau Smidt.....	307
29 oct.	Décret approuvant deux délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie relatives à l'impôt des routes....	307
29 oct.	Décret approuvant une délibération de la commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie portant majoration de la taxe de séjour des étrangers.	308
29 oct.	Décret attribuant aux militaires chargés de fonctions administratives dans les Etablissements français de l'Océanie, le bénéfice de certaines indemnités de supplément de fonctions prévues en faveur du personnel civil.....	309
29 oct.	Décret portant réorganisation de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie.....	309
29 oct.	Décret approuvant un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget des Etablissements français de l'Océanie au titre de l'exercice 1942....	309
29 oct.	Décret relatif à la composition du conseil privé et du conseil du contentieux administratif des Etablissements français de l'Océanie.....	310
29 oct.	Décret approuvant une délibération de la commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie portant majoration du taux de certaines patentes.....	310
29 oct.	Décret approuvant des délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie portant création et majoration de taxes .....	311

Pages

29 oct.	Arrêté prescrivant la formation d'une Unité Autonome d'Artillerie à Papeete.....	313
10 nov.	Décret modifiant pour la durée des hostilités l'article 1 <sup>er</sup> du décret du 13 octobre 1932 organisant le Conseil privé dans les Etablissements français de l'Océanie .....	314
10 nov.	Décret accordant une remise de peine au sieur Tupae-rai a Taraihou.....	314
10 nov.	Décision autorisant le paiement des sommes portées au titre de pension d'ascendant à Mme Veuve Teoa a Paave Karara Reimoto.....	314
10 nov.	Arrêté portant renouvellement des pouvoirs d'un membre titulaire du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie et nomination de deux membres titulaires et de deux membres suppléants de ce conseil .....	315
18 nov.	Décret attribuant des indemnités professionnelles à des médecins-lieutenants et sous-lieutenants en service à l'hôpital de Papeete.....	315
18 nov.	Décret créant une garde mobile dans les Etablissements français de l'Océanie.....	315

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1942 4 déc.	Arrêté n° 978 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie, divers décrets, arrêtés et décisions .....	317
27 nov.	Arrêté n° 944 c., fixant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement pouvant être faites dans le cadre de la Trésorerie pendant l'année 1943.....	318
28 nov.	Décision n° 948 a.g.f., désignant M. Triffe (Eugène), Délégué du Chef de la circonscription des Marquises pour remplacer aux Délégations Economiques et Financières le Chef de la circonscription administrative des Marquises empêché.....	318
2 déc.	Arrêté n° 956 a.g.f., portant attribution du produit de la loterie organisée par décret du 7 janvier 1937 en faveur de la liquidation de la Caisse Agricole.....	318
2 déc.	Arrêté n° 957 a.g.f., modifiant l'encaisse maxima et l'indemnité de responsabilité du gérant de comptes du Trésor de Borabora.....	319
2 déc.	Arrêté n° 958 a.g.f., portant reprise d'une somme de 237.856 francs 06, versée à tort à la caisse de réserve lors du règlement définitif de l'exercice 1941.	319

2 déc.	Arrêté n° 959 a.p., interdisant au sieur Terii a Tunoa, le séjour de la Commune de Papeete et des territoires dépendant de la circonscription administrative des Iles Sous-le-Vent à l'exception de l'île de Maupiti.	320
2 déc.	Arrêté n° 960 a.p., interdisant au sieur Varua a Toofa, le séjour des territoires dépendant des circonscriptions administratives de Tahiti et dépendances, des Iles Sous-le-Vent, des Marquises, des Iles Australes et des Tuamotu-Gambier à l'exception de l'île de Manihi.	320
2 déc.	Arrêté n° 961 a.p., interdisant au sieur Terii a Hapai-tahaa, le séjour des territoires dépendant des circonscriptions administratives de Tahiti et dépendances, des Marquises, des Iles Australes, des Tuamotu-Gambier et des Iles Sous-le-Vent, à l'exception de l'île de Raiatea.	320
2 déc.	Arrêté n° 962 a.g.f., divisant en deux districts le district de Teavaro-Teaharoa (île Moorea).	321
2 déc.	Arrêté n° 963 a.g.f., prescrivant le réordonnement de créances au profit du gérant des comptes du Trésor des Tuamotu.	321
2 déc.	Décision n° 964 e., prorogeant le délai de déclaration de la succession de feu Mme Tehaavi a Mato.	322
2 déc.	Arrêté n° 965 d., fixant les bases de la taxe de guerre sur la vanille exportée de la colonie pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 1 <sup>er</sup> avril 1943.	322
2 déc.	Arrêté n° 966 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la colonie à la date du 5 novembre 1942.	322
2 déc.	Arrêté n° 967 co., rendant exécutoires des rôles de régularisation des exercices 1937, 1938, 1939, 1940, 1941 et 1942 de la perception des Tuamotu.	322
2 déc.	Arrêté n° 968 co., rendant exécutoires des rôles supplémentaires de la taxe sur les chiens, sur les voitures, des patentes fixes et proportionnelles, des droits fixes et supplémentaires, des 10 % c.c., des 10 % c.p., de l'impôt des routes, des 20 décimes additionnels et de l'impôt sur la propriété bâtie pour l'année 1942.	324
2 déc.	Arrêté n° 969 i.s.l.v., portant approbation d'une délibération de la Commune-mixte d'Uturoa en date du 31 octobre 1942 portant création d'une contribution de cinq centimes additionnels ordinaires sur le principal de certaines taxes perçues par la colonie sur le territoire de la Commune-mixte d'Uturoa.	324
2 déc.	Décision n° 970 s., portant titularisation des sages-femmes stagiaires Mlles Fuller et Manuel.	325
2 déc.	Arrêté n° 972 a.p., rapportant l'arrêté n° 833 a.p., du 6 octobre 1942, admettant le nommé Vana a Tapai-aha, dit Tataio, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.	325
2 déc.	Arrêté n° 973 a.p., autorisant M. Assam Chin Foo, à installer au lieu dit « Paura » (Vallée de la Fautaua), une usine pour le raffinage et la désodorisation des huiles locales, comportant un moteur à huile lourde de 35 C.V. et une machine à vapeur de 25 C.V.	325
2 déc.	Arrêté n° 974 a.p., autorisant M. Helme (Emile), à installer sur sa propriété de Piafau (Faaa), un moteur à essence de la force de 3/4 C.V. destiné à actionner une pompe à eau.	325
2 déc.	Arrêté n° 975 a.p., autorisant M. At Soi Sui Chan (n° 6618), à installer à Mamao-Papeete sur la propriété de M. J. Ferrand, une huilerie-savonnerie actionnée par un moteur à huile lourde d'une puissance de 12 C.V.	325
2 déc.	Arrêté n° 976 a.p., autorisant M. Faatauiraituiteaoa Faremiro, à installer sur sa propriété sise, Avenue du Prince Hinoi à Papeete, un moteur à essence d'une puissance de 3 1/2 C.V. destinée à actionner une scie circulaire.	326

2 déc.	Arrêté n° 977 a.p., autorisant M. Teuira Marae, charpentier, demeurant à Papeete (Quartier de Paofai), à installer dans son atelier un moteur électrique d'une puissance de 1/2 C.V. destinée à actionner une scie à bois.	362
5 déc.	Décision n° 981 a.g.f., rayant des contrôles l'infirmier de 1 <sup>re</sup> classe Doom (Charles), du cadre local des Etablissements français de l'Océanie.	326
8 déc.	Décision n° 985 a.e., instituant une commission technique chargée d'étudier les tarifs des transports publics dans la colonie.	326
8 déc.	Décision n° 986 c., rapportant les décisions n° 224 c., du 6 août 1941 et n° 489 s.g., du 29 octobre 1941.	326
9 déc.	Arrêté n° 990 s., prescrivant la vaccination anti-typhoïdique obligatoire dans le district de Punaauia.	327
	Extraits.	327

## AVIS OFFICIELS

Liste des assesseurs près le Tribunal criminel de Papeete, pour l'année 1943.	328
Secrétariat Général. — Avis aux créanciers de la colonie.	328
Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> . — M. Charles Liais, demeurant à Faaa.	328

## PARTIE NON OFFICIELLE

## DIVERS

Annonces judiciaires.	328
-----------------------	-----

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

et Actes du Haut-Commissaire de France  
pour le Pacifique.

DÉCRET chargeant M. Faugerat, des fonctions de Président par intérim du Tribunal Supérieur d'Appel de Papeete.

(Du 29 octobre 1942.)

Le Chef de la France Combattante,  
Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et constituant un conseil de Défense de l'Empire;  
Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique;  
Vu le décret du 22 août 1928 sur la Magistrature Coloniale notamment en son article 54;  
Vu les circonstances et la nécessité d'assurer le service;  
Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Par dérogation aux dispositions de l'article 54, 3<sup>me</sup> alinéa du décret du 22 août 1928 sur la Magistrature coloniale, M. Faugerat, Alcide, Receveur des Domaines et de l'Enregistrement, est chargé par intérim des fonctions de Président du Tribunal Supérieur d'Appel de Papeete.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique

est chargé de l'exécution du présent décret qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante,  
et par délégation :

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,  
Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*

G. D'ARGENLIEU.

**DÉCRET accordant une remise de peine à la Demoiselle Punau Smidt.**

(Du 29 octobre 1942.)

Le Chef de la France Combattante,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de Défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique ;

Vu l'article 3 § 2 de la loi du 25 février 1875 ;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Remise de peine de cinquante-cinq jours d'emprisonnement est accordée à la Demoiselle Punau Smidt, condamnée par le Tribunal de Simple Police de Papeete les 5 novembre et 31 décembre 1941 et 20 mai 1942.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera communiqué, enregistré partout où besoin sera et publié au Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu  
Haut-Commissaire de France pour le  
Pacifique,*

G. D'ARGENLIEU.

**DÉCRET approuvant deux délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie relatives à l'impôt des routes.**

(Du 29 octobre 1942.)

Le Général DE GAULLE,

Chef de la France Combattante,

Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1, du 27 octobre 1940, organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un conseil de Défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14, du 2 août 1941, portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France dans le Pacifique,

Vu l'ordonnance n° 16, du 24 septembre 1941, portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre ;

Vu le décret du 28 décembre 1885 organisant le Gouvernement des Etablissements Français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 modifié les 17 mai 1933 et 6 novembre 1935 instituant des Délégations Economiques et Financières dans les Etablissements français de l'Océanie, et notamment l'article 18 ;

Vu les délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie en date du 26 janvier 1942 relatives :

1°) à une modification dans l'emploi de l'impôt des routes et à l'affectation à la Commune de Papeete de l'intégralité des sommes perçues sur le rôle de cette Commune,

2°) à la prorogation pour 1942 et 1943 de la délibération du 8 septembre 1939 créant un impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt des routes,

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont approuvées les délibérations susvisées et ci-annexées des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie :

1°) Délibération du 26 janvier 1942 tendant à modifier l'emploi du produit de l'impôt des routes et à affecter à la Commune de Papeete l'intégralité des sommes recouvrées sur le rôle d'impôt des routes de cette Commune.

2°) Délibération du 26 janvier 1942 tendant à proroger pour les années 1942 et 1943 les dispositions de la délibération du 8 septembre 1939 créant un impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt des routes.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,  
Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*  
G. D'ARGENLIEU.

**DÉLIBÉRATION**

des Délégations Economiques et Financières.

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements Français de l'Océanie délibérant dans les conditions fixées par l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 ont, dans leur séance du 26 janvier 1942 adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 2 de la délibération du 23 septembre 1935 instituant l'impôt des routes est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Cet impôt sera dû par tous les habitants mâles âgés de 18 à 60 ans présents dans les Etablissements Français de l'Océanie au 1<sup>er</sup> janvier. Il sera dû pour l'année entière, et son produit sera affecté exclusivement à l'entretien des routes, main-d'œuvre et matériel dans les proportions à fixer chaque année suivant proposition des chefs de circonscrip-

tions administratives. L'intégralité des sommes recouvrées sur le montant du rôle de la Commune de Papeete lui sera versée. »

*Un Secrétaire,*  
JACQUEMIN.

*Le Président,*  
L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 6 février 1942 :

*Le Gouverneur,*  
ORSELLI.

### DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières.

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements Français de l'Océanie délibérant dans les conditions fixées par l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 ont, dans leur séance du 26 janvier 1942, adopté les dispositions suivantes :

Article 1<sup>er</sup>. — L'impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt dit " des routes " institué par délibération de l'Assemblée en date du 8 septembre 1939, sera maintenu pendant les années 1942 et 1943.

Art. 2. — Les sommes recouvrées à ce titre recevront la destination prévue à la délibération susvisée sans changement dans les modalités de répartition aux circonscriptions administratives.

*Un Secrétaire,*  
JACQUEMIN.

*Le Président,*  
L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 6 février 1942 :

*Le Gouverneur,*  
ORSELLI.

**DÉCRET** *approuvant une délibération de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie portant majoration de la taxe de renouvellement de séjour des Etrangers.*

(Du 29 octobre 1942).

LE GÉNÉRAL DE GAULLE,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1, du 27 octobre 1940, organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de Défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France dans le Pacifique ;

Vu l'ordonnance n° 16, du 24 septembre 1941, portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre ;

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 modifié les 17 mai 1933 et 6 novembre 1935 instituant des Délégations Economiques et Financières dans les Etablissements français de l'Océanie, et notamment l'article 18 ;

Vu la délibération en date du 29 août 1942 de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à majorer pendant la durée des hostilités la taxe de renouvelle-

ment de séjour des Etrangers admis à résider sur le territoire de la colonie ;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération susvisée en date du 29 août 1942 de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à porter pendant la durée des hostilités de 25 frs à 100 frs par an le taux de la taxe de renouvellement de séjour imposée aux Etrangers admis à résider sur le territoire de cette colonie.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu*  
*Haut-Commissaire de France pour le*  
*Pacifique,*

D'ARGENLIEU.

### DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières.

La Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932, a adopté, dans sa séance du 29 août 1942, la délibération dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'arrêté 1104 c., du 18 novembre 1939 fixant, par application de l'article 20 du décret du 27 avril 1939, les modalités de perception des taxes sur les Etrangers séjournant dans les Etablissements français de l'Océanie sont maintenues.

Art. 2. — La taxe de séjour que, conformément à l'arrêté du 18 novembre 1939, doivent acquitter à l'expiration d'un délai de deux mois les personnes de nationalité étrangère admises à résider sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie, reste fixée à 500 frs, taux prévu par l'arrêté pris en Conseil d'Administration n° 911 d., du 11 décembre 1931.

Art. 3. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943, et pendant toute la durée des hostilités, le taux de la taxe de renouvellement fixé à 25 frs par l'arrêté n° 911 d., du 11 décembre 1931 (art. 5) est porté à 100 frs en raison des frais et charges supplémentaires qu'impose à l'administration un contrôle strict des Etrangers pendant la guerre.

*Le Secrétaire,*  
JACQUEMIN.

*Le Président,*  
Kl. SPINGLER.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 26 septembre 1942 :

*Le Gouverneur,*  
ORSELLI.

**DÉCRET** *attribuant aux militaires chargés de fonctions administratives dans les Etablissements français de l'Océanie le bénéfice de certaines indemnités de suppléments de fonctions prévues en faveur du personnel civil.*

(Du 29 octobre 1942.)

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de Défense de l'Empire;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique;

Vu l'ordonnance n° 16 du 24 septembre 1941 portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié, notamment l'article 110 quarter;

Vu le décret du 11 juillet 1936 relatif aux accessoires de solde du personnel colonial;

Vu ensemble les arrêtés n° 539 a.g.f. et 540 a.g.f. du 2 juin 1939 portant régularisation et codification des allocations accessoires de solde du personnel colonial et du personnel des cadres locaux rémunérés sur les fonds du budget des Etablissements français de l'Océanie,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les Officiers et Sous-Officiers de l'armée de terre, de l'air et la marine, en service en Océanie, appelés à exercer en plus de leur service normal, les fonctions de "Chef de poste administratif" ou de "Délégué de Chef de circonscription", pourront recevoir sur les fonds du budget local une indemnité de supplément de fonction dont le maximum est fixé à 3 600 frs l'an.

Art. 2. — Les militaires de tous grades chargés d'assurer en plus de leur service normal, des fonctions administratives autres que celles indiquées ci-dessus, pourront bénéficier des indemnités prévues par les textes locaux en faveur du personnel civil en service en Océanie.

Art. 3. — Le Haut Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,  
Haut-Commissaire de France pour  
le Pacifique,*

G. D'ARGENLIEU.

**DÉCRET** *portant réorganisation de la Justice dans les Etablissements français de l'Océanie.*

(Du 29 octobre 1942.)

Le Chef de la France Combattante,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pou-

voirs publics durant la guerre et constituant un conseil de Défense de l'Empire;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique;

Vu le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation de la Justice dans les Etablissements français de l'Océanie et les décrets subséquents qui l'ont modifié, notamment le décret du 22 janvier 1936;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 25 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation de la Justice dans les Etablissements français de l'Océanie est rétabli dans la forme fixée par le décret du 22 janvier susvisé.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante,  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,  
Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*

G. D'ARGENLIEU.

**DÉCRET** *approuvant un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget des Etablissements français de l'Océanie au titre de l'exercice 1942.*

(Du 29 octobre 1942.)

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de défense de l'Empire;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France dans le Pacifique;

Vu l'ordonnance n° 16 du 24 septembre 1941 portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre;

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 28 mai 1942 approuvant le budget local des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1942;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvé l'arrêté ci-après du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de cette colonie au titre de l'exercice 1942 :

Arrêté n° 603 a.g.f. du 7 juillet 1942..... 70.000 fr.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifi-

que est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante,  
et par délégation :

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,*  
*Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*  
G. D'ARGENLIEU.

**DÉCRET relatif à la composition du Conseil privé et du Conseil du Contentieux administratif des Etablissements français de l'Océanie.**

(Du 29 octobre 1942.)

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

Vu l'ordonnance n° 1, du 27 octobre 1940, organisant les pouvoirs publics durant la guerre et constituant un Conseil de Défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 24 septembre 1941 portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre ;

Vu le décret du 15 octobre 1932, instituant un conseil privé du gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et réorganisant le conseil du contentieux administratif, modifié par le décret du 21 décembre 1934 ;

Vu le décret du 24 août 1937, modifiant les décrets des 21 décembre 1934 et 13 octobre 1932 ci-dessus visés ;

Vu le décret n° 177, du 7 mars 1942, rétablissant le poste de Secrétaire général des Etablissements français de l'Océanie pour compter du 24 juin 1941 ;

Considérant qu'il y a lieu de rendre au Secrétaire général du Gouvernement le rang et les prérogatives qui lui ont été dévolus au sein du conseil privé et du conseil du contentieux administratif par le décret organique du 13 octobre 1932,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le décret du 24 août 1937, qui a modifié les décrets des 21 décembre 1934 et 13 octobre 1932, instituant un conseil privé du Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et réorganisant le conseil du contentieux est rapporté.

Le Conseil privé et le Conseil du contentieux des Etablissements français de l'Océanie demeurent constitués conformément aux dispositions du décret organique du 13 octobre 1932.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,*  
*Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*  
G. D'ARGENLIEU.

**DÉCRET approuvant une délibération de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie portant majoration du taux de certaines patentes.**

(Du 29 octobre 1942.)

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 24 septembre 1941 portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre ;

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 modifié les 17 mai 1933 et 6 novembre 1935 instituant des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, et notamment l'article 18 ;

Vu la délibération en date du 29 août 1942 de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à majorer le taux de certaines patentes ;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération susvisée en date du 29 août 1942 de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à majorer le taux de certaines patentes.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,*  
*Haut-Commissaire de France pour le*  
*Pacifique,*

G. D'ARGENLIEU.

DÉLIBÉRATION

de la Commission permanente des Délégations  
Economiques et Financières.

La Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français libres de l'Océanie, délibérant conformément aux articles 18 et 20 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la Colonie, a adopté dans sa séance du 29 août 1942 la délibération dont la teneur suit :

**Patentes :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le tarif des patentes est modifié comme ci-après à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943 ;

Chirurgiens-dentistes.....	2.500 »
Commissaires-priseurs.....	800 »
Commissionnaires à l'importation :	
important dans l'année pour moins de 1.500.000.	1.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	500 »
important dans l'année de 1.500.000 à 2.000.000	
exclus.....	2.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	1.000 »
important dans l'année de 2.000.000 à 3.000.000	
exclus.....	4.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	2.000 »
important dans l'année de 3 000.000 à 4.000.000	
exclus.....	6.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	3.000 »
important dans l'année pour 4.000.000 et plus.	8.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	4.000 »
Commissionnaires s'occupant uniquement d'affaires locales.....	500 »
Entrepreneurs de chargements et déchargements de navires.....	750 »
Usine électrique à Papeete.....	5 000 »
Directeurs de cinéma à Papeete.....	2.500 »
Directeurs de cinéma en dehors de Papeete...	500 »
Entrepreneurs de pompes funèbres.....	600 »
Fabricants de conserves.....	400 »
Fabricants de glace.....	300 »
Distillerie.....	1.000 »
Hôtel meublé et loueur en garni à Papeete...	300 »
Bouchers.....	250 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	125 »
Exportateurs :	
exportant dans l'année pour moins de 1.000.000.	1.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	500 »
exportant dans l'année de 1.000.000 à 5.000.000	
exclus.....	2 500 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	1.250 »
exportant dans l'année de 5.000.000 à 10.000.000	
exclus.....	5.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	2.500 »
exportant dans l'année de 10.000.000 à 15.000.000 exclus.....	10.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	5.000 »
exportant dans l'année pour 15.000.000 et plus.	15.000 »
(surtaxe asiatique - en sus).....	7.500 »
Pharmaciens à Papeete.....	2.000 »

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 16 février 1881 et du décret du 24 décembre 1938, les commerçants exerçant également les professions d'exportateur ou de commissionnaire à l'importation devront acquitter le tarif entier de ces professions s'ils les exercent concurremment avec leur négoce.

Art. 3. — La valeur servant de base pour l'imposition sera :  
pour la patente de commissionnaire à l'importation, la valeur servant à l'assiette de la taxe à l'importation ;  
pour la patente d'exportateur la valeur d'exportation suivant les mercuriales.

Art. 4. — La présente délibération entrera en vigueur après sa promulgation au Journal Officiel de la Colonie, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943.

Papeete, le 29 août 1942.

Le Secrétaire,  
JACQUEMIN.

Le Président,  
SPINGLER.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 26 septembre 1942.

Le Gouverneur,  
ORSELLI.

DECRET *approuvant des délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie portant création et majoration de taxes.*

(Du 29 octobre 1942.)

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1, du 27 octobre 1940, organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14, du 2 août 1941, portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France dans le Pacifique ;

Vu l'ordonnance n° 16, du 24 septembre 1941, portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France libre ;

Vu le décret du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 modifié les 17 mai 1933 et 6 novembre 1935 instituant des Délégations Economiques et Financières dans les Etablissements français de l'Océanie, et notamment l'article 18 ;

Vu les délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie en date des 23 et 26 janvier 1942 relatives à :

1° - une majoration des droits de consommation sur les boissons alcooliques ;

2° - une majoration de la patente fixe des préparateurs de vanille et des droits supplémentaires à cette patente imposée aux Asiatiques étrangers ;

3° - une majoration des droits de consommation sur les tabacs ;

4° - une majoration du taux de la taxe d'expertise sur les vanilles ;

5° - la création d'une taxe sur les billards ;

6° - au remplacement de la taxe et la surtaxe à l'exportation sur les phosphates par une taxe unique sur la Compagnie française des phosphates de l'Océanie ;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont approuvées les délibérations susvisées et ci-annexées des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie :

1° - Délibération du 23 janvier 1942 tendant à majorer le taux des droits de consommation sur les boissons alcooliques ;

2° - Délibération du 23 janvier 1942 tendant à majorer le taux de la patente fixe des préparateurs de vanille et les droits supplémentaires à cette patente imposés aux Asiatiques étrangers ;

3° - Délibération du 23 janvier 1942 tendant à majorer le taux des droits de consommation sur les tabacs ;

4° - Délibération du 23 janvier 1942 tendant à majorer le taux de la taxe d'expertise sur les vanilles ;

5° - Délibération du 23 janvier 1942 tendant à créer une taxe sur les billards pendant la durée des hostilités ;

6° - Délibération du 26 janvier 1942 tendant à remplacer la taxe et la surtaxe à l'exportation sur les phosphates par une taxe unique sur la Compagnie française des phosphates de l'Océanie.

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,*  
*Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*  
G. D'ARGENLIEU.

#### DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières.

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français libres de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la colonie, ont adopté dans leur séance du 23 janvier 1942 la délibération dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Est modifié comme suit l'article 2 de l'arrêté du 27 janvier 1930 fixant le taux des droits de consommation sur les boissons alcooliques :

Toutes boissons alcooliques distillées - Litre de liquide  
25 fr. jusqu'à 56° inclus.

plus de 56°..... 1.25 en sus par degré  
et litre de liquide

Art. 2. — La présente délibération entrera en vigueur dès sa promulgation au *Journal officiel* de la colonie.

*Un Secrétaire,*  
JACQUEMIN.

*Le Président,*  
L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 5 février 1942.

*Le Gouverneur,*  
ORSELLI.

#### DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières tendant  
à majorer le taux de la taxe d'expertise  
sur les vanilles.

Les Délégations Economiques et Financières délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 ont

dans leur séance du 23 janvier 1942 adopté les dispositions dont la teneur suit :

L'article 10 de l'arrêté du 29 mars 1926 fixant le mode de perception, de liquidation et de répartition des droits sur les vanilles exportées est modifié comme ci-après :

Article 10, — (Nouveau). L'Administration prélèvera une indemnité de 0.50 par kilogramme sur toutes les vanilles expertisées, celles rejetées comme celles acceptées.

Sur cette indemnité elle versera 0.25 aux experts opérant effectivement des vérifications et 0.05 à la Chambre d'Agriculture ; 0.20 seront acquis au Service local pour paiement des agents chargés du contrôle des préparateurs et des vanillières à Tahiti.

La perception sera opérée au taux de 0.50 dès fixation par arrêté du Gouverneur des modalités des expertises sur la vanille et du contrôle des préparateurs de vanille, des vanillières et des ventes aux enchères de vanille.

*Un Secrétaire,*  
JACQUEMIN.

*Le Président,*  
L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 5 février 1942.

*Le Gouverneur,*  
ORSELLI.

#### DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières.

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français libres de l'Océanie délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la colonie, ont adopté dans leur séance du 23 janvier 1942 la délibération dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est institué dans les Etablissements français libres de l'Océanie pour la durée des hostilités une taxe sur les billards mis à la disposition du public dans les lieux de réunion tels que débits de boissons, restaurants, salles de jeux de billards ; cette taxe sera de 1.000 frs. par an et par billard à Papeete ; 500 frs. par an et par billard dans les districts de Tahiti et les archipels.

Cette taxe sera due pour toute l'année quelle que soit la date de mise en service des billards.

Les règles de liquidation et de recouvrement de cette taxe seront celles fixées par l'arrêté n° 67 d., du 22 janvier 1932 pour les perceptions au titre des impôts indirects autres que les licences.

Art. 2. — La présente délibération entrera en vigueur dès sa promulgation au *Journal officiel* de la colonie.

*Un Secrétaire,*  
JACQUEMIN.

*Le Président,*  
L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 5 février 1942.

*Le Gouverneur,*  
ORSELLI.

## DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières.

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français libres de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la colonie, ont adopté dans leur séance du 23 janvier 1942 la délibération dont la teneur suit :

## PATENTES

Article 1<sup>er</sup>. — Le tarif des patentes est modifié de la façon suivante :

Préparateur de vanille : 800.

Art. 2. — Le tarif des droits supplémentaires à la patente à laquelle sont assujettis les asiatiques étrangers est modifié comme suit :

Préparateur de vanille : 400.

Art. 3. — La présente délibération entrera en vigueur dès sa promulgation au *Journal officiel* de la colonie.

Un Secrétaire,

JACQUEMIN.

Le Président,

L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 5 février 1942.

Le Gouverneur,

ORSELLI.

## DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières.

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français libres de l'Océanie délibérant conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la colonie, ont adopté dans leur séance du 23 janvier 1942 la délibération dont la teneur suit :

Article unique. — Le taux de la taxe intérieure sur les tabacs à fumer, cigares et cigarettes de fabrication locale ou d'importation consommés dans les Etablissements français libres de l'Océanie établie par l'arrêté du 23 décembre 1923 est modifié pour la durée des hostilités comme suit :

Tabac à fumer..... 40 fr. le kilogramme net.

Cigares et cigarettes..... 80 fr. le kilogramme net.

Le Gouverneur de la colonie est autorisé à rendre immédiatement exécutoire la présente délibération.

Un Secrétaire,

JACQUEMIN.

Le Président,

L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 5 février 1942.

Le Gouverneur,

ORSELLI.

## DÉLIBÉRATION

des Délégations Economiques et Financières.

Les Délégations Economiques et Financières des Etablissements français libres de l'Océanie, délibérant conformément

à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la colonie, ont adopté dans leur séance du 25 janvier 1942 la délibération dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942 la taxe et la surtaxe à l'exportation sur les phosphates sont supprimées.

La Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie sera soumise à compter de cette date à une taxe unique perçue sur rôle annuel et égale à la moitié de la différence entre le prix de vente des phosphates pendant l'année et le prix de revient calculé à la fin de chaque année pour la période écoulée.

Art. 2. — Les différents éléments constitutifs des prix de vente et de revient devront être fournis au Service des Contributions à Papeete à l'appui d'une déclaration faite par la Compagnie dans les 3 premiers mois de l'année pour servir de base à la liquidation de la taxe.

Art. 3. — La Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie versera au budget local à titre de provision :

10 francs par tonne sur les premières 50.000 tonnes de phosphate exporté,

15 francs par tonne de 50.001 à 100.000 tonnes de phosphate exporté,

20 francs par tonne au-dessus de 100.000 tonnes.

Art. 4. — En cas de fausse déclaration la taxe pourra être majorée de 25 %.

Les règlements applicables à cette taxe seront ceux en vigueur en matière de contributions directes dans la colonie.

Art. 5. — Un arrêté pris par le Gouverneur en conseil privé fixera les détails d'application de la présente délibération applicable pour l'année 1942.

Un Secrétaire,

JACQUEMIN.

Le Président,

L. BRAULT.

Approuvé en conseil privé dans sa séance du 5 février 1942.

Le Gouverneur,

ORSELLI.

ARRÊTÉ prescrivant la formation d'une Unité Autonome d'Artillerie à Papeete.

(Du 29 octobre 1942).

Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,  
Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

Vu l'ordonnance n° 1, du 27 octobre 1940, organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un conseil de défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14, du 2 août 1941, portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique ;

Vu le décret et l'instruction ministérielle du 20 décembre 1935, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des Troupes coloniales, particulièrement en leur article premier,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il sera créée à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1942, une Unité Autonome d'Artillerie en garnison à Papeete et Moorea.

Art. 2.— Le Commandant des Forces Terrestres des Etablissements français d'Océanie et l'Intendant Militaire de Papeete, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 octobre 1942.

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,*  
*Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*

G. D'ARGENLIEU.

**DÉCRET modifiant pour la durée des hostilités l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 octobre 1932 organisant le Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie.**

(Du 10 novembre 1942).

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National Français,  
Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique ;

Vu le décret du 13 octobre 1932 portant organisation du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 29 octobre 1942 relatif à la composition du Conseil privé et du Conseil du contentieux administratif des Etablissements français d'Océanie ;

Vu les circonstances résultant de l'état de guerre,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>.— L'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 octobre 1932 portant organisation du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie est modifié comme ci-après, pour la durée des hostilités :

« Article 1<sup>er</sup>.— Le Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie comprend :

le Gouverneur,	<i>Président ;</i>
le Secrétaire général du Gouvernement,	<i>Membre ;</i>
le Chef du Service Judiciaire,	—
le Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines,	—

trois conseillers privés nommés par le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique sur présentation du Gouverneur et choisis parmi les citoyens français âgés de 30 ans révolus, domiciliés dans la colonie depuis cinq ans au moins ou, sans réunir cette condition, ayant rendu des services exceptionnels à la France Combattante, deux suppléants.

Les conseillers privés ne peuvent pas faire partie des Délégations Economiques et Financières.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu*  
*Haut-Commissaire de France*  
*pour le Pacifique,*  
D'ARGENLIEU.

**DÉCRET accordant une remise de peine au sieur Tupaerai a Taraihou.**

(Du 10 novembre 1942.)

Le Chef de la France Combattante,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'ordonnance n° 1, du 27 octobre 1940, organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de Défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique ;

Vu l'article 3 § 2 de la loi du 25 février 1875 ;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Remise de peine de onze mois est accordée au Sieur Tupaerai a Taraihou dit Gabi, condamné par jugement de la Justice de Paix à compétence étendue d'Uturoa, le 7 août 1941.

Art. 2.— Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie.

Papeete, le 10 novembre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante,  
et par délégation :

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu*  
*Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*  
G. D'ARGENLIEU.

**DÉCISION autorisant le paiement des sommes portées au titre de pension d'ascendant à M<sup>me</sup> V<sup>re</sup> Teoa a Paave Karara Reimoto.**

(Du 10 novembre 1942).

Le Général de Gaulle,

Chef de la France Combattante,

Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un Conseil de Défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 24 septembre 1941 portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre ;

Vu la loi du 31 mars 1919 sur la législation des pensions et les lois subséquentes ;

Vu l'ordonnance n° 15 bis du 19 septembre 1941 relative aux pensions et retraites ;

Vu la demande de rétablissement de la pension d'ascendant n° 1.398.179 de M<sup>me</sup> V<sup>re</sup> Teoa a Paave Karara Reimoto en date du 20 août 1942 devant être transmise à la Direction de la dette inscrite - Service des Pensions - Bureau de l'Inscription ;

Attendu que M<sup>me</sup> V<sup>re</sup> Teoa a Paave Karara Reimoto est restée plus de dix-sept mois sans percevoir les arrérages de sa pension ;

Attendu que les circonstances l'ont mise dans l'impossi-

bilité de réclamer en temps voulu les sommes qui lui étaient dues,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est alloué pour compter du 20 août 1942 à Mme V<sup>e</sup> Teoa a Paave Karara Reimoto, titulaire d'un livret de pension d'ascendant n° 1.398.179, une avance sur pension d'ascendant de 800 frs majorée du supplément spécial temporaire de 1.232 frs, soit un total annuel de : Deux mille trente-deux francs (2 032 frs).

Art. 2. — Cette avance lui sera payée par trimestre à terme échu dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 15 bis du 19 septembre 1941 relative aux pensions et retraites.

Art. 3. — Le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 10 novembre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu  
Haut-Commissaire de France pour le  
Pacifique,*

D'ARGENLIEU.

ARRÊTÉ portant renouvellement des pouvoirs d'un membre titulaire du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie et nomination de deux membres titulaires et de deux membres suppléants de ce conseil.

(Du 10 novembre 1942).

Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,  
Haut-Commissaire de France pour le Pacifique ;

Vu le décret du 13 octobre 1932 portant organisation du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 29 octobre 1942 relatif à la composition du Conseil privé et du Conseil du contentieux administratif des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 10 novembre 1942 modifiant pour la durée des hostilités l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 octobre 1932 organisant le Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le mandat de M. Ahnne Edouard, membre titulaire du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie est renouvelé pour une durée de deux années à compter du 27 octobre 1941.

Art. 2. — Sont nommés, pour compter de la date du présent arrêté :

*Conseillers privés titulaires :*

M. Montaron (Philibert),

M. Charon (Robert), — (pour la durée des hostilités).

*Conseillers privés suppléants :*

M. Teriierooiterai (Teriieroo),

M. Viénot (Edmond).

Art. 3. — Le Gouverneur des Etablissements français de

l'Océanie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1942.

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu  
Haut-Commissaire de France pour le  
Pacifique,*

G. D'ARGENLIEU.

DÉCRET attribuant des indemnités professionnelles à des médecins-lieutenants et sous-lieutenants en service à l'hôpital de Papeete.

(Du 18 novembre 1942.)

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Vu l'ordonnance n° 1 du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un conseil de défense de l'Empire ;

Vu l'ordonnance n° 14 du 2 août 1941 portant organisation et fixant les attributions du Haut-Commissariat de France pour le Pacifique ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 24 septembre 1941 portant organisation nouvelle des pouvoirs publics de la France Libre ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié, notamment les articles 98 et 99 ;

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les indemnités professionnelles pouvant être allouées aux médecins lieutenants et sous-lieutenants en service à l'hôpital de Papeete sont fixées comme ci-après :

- |  |                  |
|--|------------------|
| 1 <sup>o</sup> Lieutenant ou sous-lieutenant chirurgien<br>radiologue - " Indemnité complémen-<br>taire ". | 10.800 frs l'an. |
| 2 <sup>o</sup> Lieutenant ou sous-lieutenant médecin<br>résident - " Indemnité de service de<br>nuit ".    | 9.600 frs l'an.  |

Art. 2. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,  
Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*  
D'ARGENLIEU.

DÉCRET créant une Garde mobile dans les Etablissements français d'Océanie.

(Du 18 novembre 1942.)

Le Général de Gaulle,  
Chef de la France Combattante,  
Président du Comité National,

Vu la loi du 16 mars 1882, sur l'administration de l'armée ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1928 sur l'organisation de la gendarmerie ;

Vu la loi du 12 décembre 1934 modifiant la loi du 16 mars 1882, sur l'administration de l'armée ;

Vu le décret du 20 décembre 1935, portant règlement sur l'administration et la comptabilité des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies ;

Vu le décret du 5 avril 1939, sur l'administration et la comptabilité des corps de troupe en temps de guerre ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'ordonnance n° 1, du 27 octobre 1940, organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant un conseil de défense de l'Empire ;

Vu le décret du 20 novembre 1941, réglementant la solde et les accessoires et revisant les tarifs dans les colonies du Pacifique ;

Vu le télégramme n° 524, du 21 avril 1942, du Haut-Commissaire de France dans le Pacifique, article 4, plaçant les gardes mobiles sous l'administration militaire ;

Sur la proposition du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique ;

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1942, il est créé dans les Etablissements français de l'Océanie, pendant la durée de la guerre plus 3 mois, une garde mobile.

Art. 2. — Les prescriptions relatives à l'organisation de cette garde mobile font l'objet du décret ci-après :

#### TITRE PREMIER

##### Constitution et répartition de la garde.

###### *Caractère militaire.*

Art. 3. — La garde mobile fait partie intégrante des troupes des Forces Terrestres d'Océanie. Ses éléments y prennent rang à la droite des troupes des autres armes.

Les dispositions générales des lois et règlements militaires lui sont applicables, sauf modifications et exceptions motivées par la spécialité de son organisation et de son service.

###### *Éléments constitutifs de la garde mobile.*

Art. 4. — La garde mobile a comme chef le Gouverneur de la Colonie ; elle comprend :

1° Un adjudant de gendarmerie, Commandant } détachés de  
et un gendarme adjoint ; } la gendarmerie ;

2° Une section active composée d'un chef de section, 4 chefs de groupe dont un comptable, 21 gardes, soit 26 unités ;

3° Une section de réserve composée d'un chef de section, 3 chefs de groupe et 21 gardes, soit 25 unités.

###### *Répartition de la garde mobile.*

Art. 5. — La garde mobile est répartie dans la colonie des Etablissements français de l'Océanie selon les besoins et les nécessités du service. Seul le Gouverneur peut ordonner l'installation de postes provisoires pour assurer l'exécution de certaines missions temporaires. Ces détachements sont toujours placés sous le commandement d'un chef de groupe.

###### *Organisation des éléments de la garde mobile.*

La garde mobile est organisée en corps autonome s'administrant isolément (art. 45 du décret du 20 décembre 1935).

Les positions prévues par le décret du 20 novembre 1941 sur la solde et accessoires lui sont applicables, en ce qui

concerne les droits aux indemnités pour frais de déplacement, d'absence temporaire.

Les soldes et indemnités aux volontaires de la Légion Valmy prévues par l'arrêté n° 255 c., du 19 août 1941, leur sont allouées ; elles sont les suivantes :

Chef de section	55 frs par jour.
Chef de groupe	50 frs par jour.
Gardes mobiles	45 frs par jour.

A cette solde viennent s'ajouter une indemnité uniforme de nourriture fixée à celle de la garnison et l'indemnité de charge de famille accordée aux autres armes de l'armée de terre.

Les gardes mobiles ne peuvent prétendre à l'indemnité de logement.

Les gardes mobiles de la section de réserve ne percevront, en principe, pas de solde. Cependant ces gardes reçoivent pour chaque nuit entière (minimum 6 heures) de service, une indemnité spéciale de surveillance de 25 frs, exclusive de toute autre indemnité.

Art. 6. — Le Commandant des Forces Terrestres en est l'inspecteur ; il assure l'inspection et le contrôle inopiné du service dans toutes ses parties.

#### TITRE II

##### Personnel.

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

###### SECTION 1<sup>re</sup>

###### *Hierarchie.*

Art. 7. — La hiérarchie des militaires non officiers de la garde mobile se compose des grades ci-après :

Garde ;  
Chef de groupe ;  
Chef de section.

L'assimilation de ces militaires non officiers de la garde mobile est celle de sous-officiers.

Les insignes des grades seront les suivants :

Chef de section : 2 galons argentés ;  
Chef de groupe : 1 galon argenté.

Ces militaires ont droit au salut des militaires de grade inférieur :

Le chef de section, des sergents-chefs et au-dessous ;  
Le chef de groupe, des sergents et au-dessous ;  
Le garde des caporaux-chefs, caporaux et soldats.

###### SECTION II

###### *Recrutement et conditions d'admission.*

Art. 8. — Les militaires de la garde mobile sont recrutés parmi les éléments constituant la Légion Valmy des Etablissements français de l'Océanie qui remplissait déjà un rôle et un service à peu près semblable à ceux des gardes mobiles et parmi les anciens militaires ayant servi pendant un an au moins au-delà de la durée légale du service actif réunissant les conditions suivantes :

1° Avoir au moins 21 ans et remplissant les conditions d'aptitude physique nécessaire ;  
2° Savoir lire et écrire le français ;  
3° Justifier d'une bonne conduite soutenue tant dans la vie civile que sous les drapeaux.

*Proposition des candidats.*

Art. 9. — Les militaires en activité, appelés, engagés ou rengagés remplissant les conditions d'ancienneté de service prévues à l'article 8 et désireux d'entrer dans la garde mobile, sont proposés par leur chef de corps, au Gouverneur qui en décidera.

Ceux d'entre eux qui sont dans leurs foyers, s'adressent au Commandant de la garde mobile.

*Admission des candidats.*

Art. 10. — Les candidats admis par le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie reçoivent par ses soins un extrait du document les nommant dans la garde mobile.

## SECTION III

*Avancement.*

Art. 11. — Pour les grades de chef de section et de chef de groupe, l'avancement a lieu uniquement au choix dans chacune des sections suivantes :

- 1<sup>re</sup> section active ;
- 2<sup>e</sup> section de réserve.

## SECTION IV

*Départ et renvois — Principes.*

Art. 12. — Les démissions, renvois sont réglés par la loi et par instructions spéciales.

Si l'intérêt du service ou les nécessités de la discipline l'exigent, le Gouverneur de la colonie peut refuser ou ajourner à une date qu'il fixe l'acceptation des offres de démission.

En tout état de cause, les militaires de la garde mobile ne peuvent quitter l'arme ou le service avant d'avoir reçu notification de l'acceptation de la demande qu'ils ont formulée à cet effet, faute de quoi ils sont déclarés déserteurs. Cette notification leur est faite dans un délai de trois mois à dater de la remise de la demande.

*Renvois définitifs pour inaptitude physique.*

Art. 13. — Les militaires non officiers de la garde mobile qui, physiquement, sont devenus inaptes au service de l'arme, peuvent être réformés temporairement ou définitivement sur proposition d'une commission de réforme statuant dans les conditions prévues pour l'Armée de Terre.

*Renvois définitifs et temporaires par mesure disciplinaire.*

Art. 14. — Les militaires non officiers de la garde mobile peuvent, par mesure disciplinaire, après avis d'un conseil d'enquête, avoir leur contrat résilié et être renvoyé dans leur foyer, suivant décision du Commandant des Forces Terrestres.

*Prestation de serment.*

Art. 15. — Dès qu'ils sont en possession de l'extrait du Journal Officiel du Haut-Commissariat de France dans le Pacifique, les militaires de la garde mobile sont tenus de prêter serment d'après la formule suivante, mentionnée en marge de l'extrait du Journal Officiel :

« Je jure d'obéir à mes chefs en tout ce qui concerne le service auquel je suis appelé, et, dans l'exercice de mes fonctions, de ne faire usage de la force qui m'est confiée que pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. »

Ce serment est reçu par les présidents des tribunaux de Première Instance siégeant en audience publique, et, aux armées opérant hors du territoire national, par les Présidents des Tribunaux Militaires, avec la même publicité.

Il en est donné note sans frais sur l'extrait du Journal Officiel.

Art. 16. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 17. — Le Haut-Commissaire de France pour le Pacifique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué, promulgué et publié partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 18 novembre 1942.

Pour le Chef de la France Combattante  
et par délégation,

*Le Contre-Amiral Thierry d'Argenlieu,*  
*Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,*  
D'ARGENLIEU.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 978 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie, divers décrets, arrêtés et décisions.

(Du 4 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940,

## ARRÊTÉ :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués dans les Etablissements français libres de l'Océanie, pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1<sup>o</sup> le décret du 29 octobre 1942, chargeant M. Faugerat, des fonctions de Président par intérim du Tribunal supérieur d'appel de Papeete (le texte a été publié ci-dessus page 306) ;

2<sup>o</sup> le décret du 29 octobre 1942 accordant une remise de peine à la demoiselle Punau Smidt (le texte a été publié ci-dessus page 307) ;

3<sup>o</sup> le décret du 29 octobre 1942 approuvant deux délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie relatives à l'impôt des routes (le texte a été publié ci-dessus page 307) ;

4<sup>o</sup> le décret du 29 octobre 1942 approuvant une délibération de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie portant majoration de la taxe de renouvellement de séjour des Etrangers (le texte a été publié ci-dessus page 308) ;

5<sup>o</sup> le décret du 29 octobre 1942 attribuant aux militaires chargés de fonctions administratives dans les Etablissements français de l'Océanie le bénéfice de certaines indemnités de suppléments de fonctions prévues en faveur du personnel civil (le texte a été publié ci-dessus page 309) ;

6<sup>o</sup> le décret du 29 octobre 1942 portant réorganisation de la Justice dans les Etablissements français de l'Océanie (le texte a été publié ci-dessus page 309) ;

7° le décret du 29 octobre 1942, approuvant un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget des Etablissements français de l'Océanie, au titre de l'exercice 1942 (le texte a été publié ci-dessus page 309);

8° le décret du 29 octobre 1942, relatif à la composition du Conseil privé et du Conseil du contentieux administratif des Etablissements français de l'Océanie (le texte a été publié ci-dessus page 310);

9° le décret du 29 octobre 1942, approuvant une délibération de la Commission permanente des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, portant majoration du taux de certaines patentes (le texte a été publié ci-dessus page 310);

10° le décret du 29 octobre 1942, approuvant des délibérations des Délégations Economiques et Financières des Etablissements français de l'Océanie, portant création et majoration de taxes (le texte a été publié ci-dessus page 311);

11° l'arrêté n° 45 i.v., du 29 octobre 1942, prescrivant la formation d'une Unité autonome d'Artillerie à Papeete (le texte a été publié ci-dessus page 313);

12° le décret du 10 novembre 1942, modifiant pour la durée des hostilités, l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 octobre 1932, organisant le Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie (le texte a été publié ci-dessus page 314);

13° le décret du 10 novembre 1942, accordant une remise de peine au sieur Tupaerai a Taraihu (le texte a été publié ci-dessus page 314);

14° la décision du 10 novembre 1942, autorisant le paiement des sommes portées au titre de pension d'ascendant à M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> Teoa a Paave Karara Reimoto (le texte a été publié ci-dessus page 314);

15° l'arrêté du 10 novembre 1942 portant renouvellement des pouvoirs d'un membre titulaire du Conseil privé des Etablissements français de l'Océanie et nomination de deux membres titulaires et de deux membres suppléants de ce conseil (le titre a été publié ci-dessus page 315);

16° le décret du 18 novembre 1942 attribuant des indemnités professionnelles à des médecins lieutenants et sous-lieutenants en service à l'hôpital de Papeete (le texte a été publié ci-dessus page 315);

17° le décret du 18 novembre 1942 créant une Garde Mobile dans les Etablissements français d'Océanie (le texte a été publié ci-dessus, page 315);

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 944 c., fixant le nombre des inscriptions au tableau d'avancement pouvant être faites dans le cadre de la Trésorerie pendant l'année 1943.

(Du 27 novembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale du personnel dans les Trésoreries coloniales, spécialement l'article 23,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Pourront être faites pour l'année 1943 les inscriptions suivantes au tableau d'avancement dans le personnel du cadre de la Trésorerie :

Une inscription pour le grade de commis principal de 1<sup>re</sup> classe.

Une inscription pour le grade de commis principal de 3<sup>e</sup> classe.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1942.

ORSELLI.

DÉCISION n° 948 a.g.f., désignant M. Triffe (Eugène), Délégué du Chef de la Circonscription des Marquises pour remplacer aux Délégations Economiques et Financières le Chef de la Circonscription administrative des Marquises empêché.

(Du 28 novembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 instituant les Délégations Economiques et Financières dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu le télégramme n° 291 du 23 novembre 1942 du Chef de la Circonscription des Marquises;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Triffe (Eugène), Délégué du Chef de la Circonscription des Marquises est désigné pour siéger comme membre de droit à la session des Délégations Economiques et Financières ouvrant le 21 décembre 1942, en remplacement du Chef de la Circonscription des Marquises empêché.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 956 a.g.f., portant attribution du produit de la loterie organisée par décret du 7 janvier 1937 en faveur de la liquidation de la Caisse Agricole.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 13 décembre 1932 organisant le crédit agricole mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1935 supprimant la Caisse Agricole de Papeete fondée en 1863 et chargeant la Caisse centrale du Crédit Agricole Mutuel de la liquidation de cet organisme;

Vu le décret du 7 janvier 1937 autorisant une loterie dans les Etablissements français de l'Océanie dont le produit doit être exclusivement affecté à la liquidation de la Caisse Agricole de Papeete;

Vu l'arrêté n° 516 du 27 mai 1937 déterminant les mesures de comptabilité destinées à suivre la réalisation de la loterie en question et l'article 6 en particulier;

Vu le rapport du Trésorier-Payeur de la colonie en date du 14

octobre 1942 exposant les résultats définitifs de la loterie et formulant ses conclusions ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le conseil privé entendu le 28 novembre 1942,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La somme de 241.267 fr. 69 résultant des opérations décrites au budget local « compte des opérations extraordinaires » depuis l'exercice 1937 et représentant le produit net de la loterie organisée par le décret du 7 janvier 1937 en faveur de la liquidation de la caisse agricole, sera attribuée à la Caisse centrale de Crédit agricole mutuel chargée de la liquidation de la Caisse agricole.

Elle sera mandatée sur les fonds spécialement réservés du budget local Exercice 1942 - Chapitre 8.

Art. 2. — La Caisse centrale du crédit agricole mutuel en portera le montant dans ses écritures au compte de la liquidation et l'affectera comme il suit :

1<sup>o</sup> - une somme de Cinquante mille huit cent quatre-vingt dix francs (50.890 fr.) sera imputée au crédit du C/« Avances à régulariser » en remboursement des avances faites par la Liquidation, à l'effet de régler le montant des billets des diverses tranches de la loterie restés invendus au moment des tirages.

2<sup>o</sup> - celle de Cent quatre-vingt dix mille trois cent soixante dix-sept francs soixante neuf centimes (190.377 fr. 69), constituant le produit net réel de la loterie autorisée, sera portée au crédit d'un compte nouveau à ouvrir dans les écritures de la liquidation sous la rubrique :

« Réserve spéciale provenant du produit net de la Loterie organisée par le décret du 7 janvier 1937 ».

Cette réserve ne pourra être utilisée qu'à la clôture des opérations de la Liquidation et sur décision spéciale de l'administration locale.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, le Trésorier-Payeur et le Président du Conseil d'administration de la Caisse Centrale du Crédit Agricole Mutuel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* de la colonie, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 957 a.g.f., modifiant l'encaisse maxima et l'indemnité de responsabilité du Gérant de comptes du Trésor de Borabora.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté n° 626/s.g., du 17 octobre 1930 fixant l'encaisse maxima des agents et sous-agents spéciaux et le tarif de l'indemnité de responsabilité ;

Vu l'arrêté n° 540/a.g.f., du 2 juin 1939 portant régularisation et codification des allocations accessoires de solde du personnel des cadres locaux rémunéré sur les fonds du budget local des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 213/a.g.f., du 5 mars 1942 ouvrant à Borabora un bureau administratif de change ;

Vu la requête du Gérant de comptes du Trésor de Borabora en date du 21 juillet 1942 et les lettres des 25 juillet et 22 septembre 1942 du Trésorier-Payeur ;

Considérant que, par suite de la création du bureau auxiliaire de change de Borabora, l'encaisse du comptable de cette île a augmenté dans de fortes proportions ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le conseil privé entendu le 28 novembre 1942 ;

Sous réserve de l'approbation du Haut-Commissaire de France pour le Pacifique,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1942 l'encaisse maxima du Gérant de comptes du Trésor de Borabora fixé par arrêté n° 626/s.g. du 17 octobre 1930, est portée à la somme de : *Deux cent mille francs* (200.000 fr.).

Art. 2. — L'indemnité de responsabilité correspondante prévue au tableau I annexé à l'arrêté n° 540/a.g.f., du 2 juin 1939 est fixée pour ce comptable à la somme de : *Deux mille francs* (2.000 fr.).

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 958 a.g.f., portant reprise d'une somme de 237.856 fr. 06 versée à tort à la caisse de réserve lors du règlement définitif de l'exercice 1941.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu les arrêtés n°s 139 et 548/a.g.f., des 12 février et 24 juin 1942 portant report à l'exercice 1942 des crédits et fonds restés sans emploi en 1941 au titre du produit des 20 décimes additionnels ;

Considérant que c'est par suite d'une omission que les fonds provenant des recettes effectuées au titre ci-dessus ont été versés à la caisse de réserve ;

Que ces fonds doivent rester affectés à des travaux spéciaux : routes, wharfs, ponts, adductions d'eau.

Et qu'il y a lieu en conséquence de reprendre la somme de 237.856 fr. 06 ainsi versée par erreur pour la réaffecter à sa destination première ;

Le conseil privé entendu le 28 novembre 1942,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La somme de 237.856 fr. 06 qui a été versée à tort à la caisse de réserve lors du règlement définitif de l'exercice 1941 sera reprise en vue de couvrir les dépenses au titre du chapitre 18 sous la rubrique « Utilisation du produit des 20 décimes additionnels à l'impôt des routes ».

Art. 2. — La dite somme sera portée en recettes au chapitre 8

du budget de l'exercice 1942 sous la rubrique « Produit des 20 décimes additionnels à l'impôt des routes ».

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

**ARRÊTÉ n° 959 a.p., interdisant au sieur Terii a Tunoa, le séjour de la Commune de Papeete et des territoires dépendant de la circonscription administrative des îles sous-le-Vent, à l'exception de l'île de Maupiti.**

(Du 2 décembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu les articles 19 et 20 de la loi du 27 mai 1885;

Vu la condamnation prononcée le 26 septembre 1942 contre le sieur Terii a Tunoa par le Tribunal supérieur d'appel de Papeete, par application des articles 379 et 401 du Code pénal à un an de prison avec sursis et à la peine accessoire d'un an d'interdiction de séjour;

Vu le compte-rendu, en date du 15 octobre 1942, du Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le conseil privé entendu le 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le séjour de la Commune de Papeete et des territoires constituant la circonscription administrative des Îles sous-le-Vent, exception faite pour la seule île de Maupiti, est interdit au sieur Terii a Tunoa pour une durée d'un an à compter du 26 septembre 1942, date de sa condamnation.

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 susvisée.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service Judiciaire, le Chef du Service de la Sûreté et le Chef de la Circonscription des Îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

**ARRÊTÉ n° 960 a.p., interdisant au sieur Varua a Toofa le séjour des territoires dépendant des circonscriptions administratives de Tahiti et dépendances, des îles Sous-le-Vent, des Marquises, des îles Australes et des Tuamotu-Gambier à l'exception de l'île de Manihi.**

(Du 2 décembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu les articles 19 et 20 de la loi du 27 mai 1885;

Vu la condamnation prononcée le 3 novembre 1942 par le Tribunal correctionnel de Papeete contre le sieur Varua a Toofa, par application des articles 379 et 401 du Code Pénal à un mois de prison et à la peine accessoire de cinq ans d'interdiction de séjour;

Vu le compte-rendu en date du 4 novembre 1942 du Procureur de la République, chef du Service Judiciaire;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le conseil privé entendu le 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le séjour de l'ensemble des territoires constituant les circonscriptions de Tahiti et dépendances, des îles Sous-le-Vent, des Marquises, des îles Australes et des Tuamotu-Gambier, exception faite pour la seule île de Manihi est interdit au sieur Varua a Toofa pour une durée de 5 années à compter de la date de sa libération.

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service Judiciaire, le Chef du Service de la Sûreté, les Chefs de circonscriptions de Tahiti et dépendances, des îles Sous-le-Vent, des Marquises, des îles Australes et des Tuamotu-Gambier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

**ARRÊTÉ n° 961 a.p., interdisant au sieur Terii a Hapaitahaa le séjour des territoires dépendant des circonscriptions administratives de Tahiti et dépendances, des Marquises, des îles Australes, des Tuamotu et des îles Sous-le-Vent, à l'exception de l'île de Raiatea.**

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu les articles 19 et 20 de la loi du 27 mai 1885;

Vu la condamnation prononcée le 6 juin 1942 par le Tribunal supérieur d'appel de Papeete contre le sieur Terii a Hapaitahaa, par application des articles 379 et 401 du Code Pénal à six mois de prison et à la peine accessoire de cinq ans d'interdiction de séjour;

Vu le compte-rendu en date du 19 novembre 1942 du Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le conseil privé entendu le 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le séjour de l'ensemble des territoires constituant les circonscriptions administratives de Tahiti et dépendances, des Marquises, des îles Australes, des Tuamotu-Gambier et des îles Sous-le-Vent, exception faite, en ce qui concerne ce dernier archipel, de la seule île de Raiatea, est interdit au sieur Terii a Hapaitahaa pour une durée de cinq années à compter de la date de sa libération.

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

Art. 3. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service Judiciaire,

le Chef du Service de la Sûreté, les Chefs de circonscriptions administratives de Tahiti et dépendances, des Marquises, des îles Australes, des Tuamotu-Gambier et des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

**ARRÊTÉ n° 962 a.g.f., divisant en deux districts le district de Teavaro-Teaharoa (île Moorea).**

(Du 2 décembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 organisant les conseils de district modifié par les arrêtés du 3 janvier 1900 et du 18 avril 1935 ;

Vu le décret du 3 septembre 1939 suspendant les élections jusqu'à nouvel ordre ;

Vu la décision n° 321 du 16 avril 1941 chargeant M. Uira Tapotofarerani des fonctions de président du conseil du district de Teavaro-Teaharoa ;

Sur la proposition du Chef de la Circonscription administrative de Tahiti et dépendances ;

Le conseil privé entendu le 28 novembre 1942,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Le district de Teavaro-Teaharoa (île Moorea), est divisé en deux districts :

1<sup>o</sup> le district de Teavaro qui comprend les quartiers de Vaiere, Teavaro et Temae ;

2<sup>o</sup> le district de Teaharoa qui comprend les quartiers de Taiaia, Teaharoa, Maharepa, Paopao et Pihæna.

Art. 2. — L'article 2 de la décision n° 321 du 16 avril 1941 est rapporté.

M. Uira a Tapotofarerani remplira à titre temporaire les fonctions de président du conseil de district de Teavaro. A ce titre il continuera à percevoir les appointements auxquels il avait droit en tant que président du conseil de district de Teavaro-Teaharoa.

Art. 3. — M. Tutea Mataitai, ancien combattant, remplira à titre temporaire les fonctions de président du conseil de district de Teaharoa.

Il percevra à ce titre les appointements annuels de 4.800 frs. exclusifs de toute indemnité.

Art. 4. — Le Secrétaire Général et le Chef de la Circonscription administrative de Tahiti et dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

**ARRÊTÉ n° 963 a.g.f., prescrivant le réordonnement de créances au profit du Gérant des comptes du Trésor des Tuamotu.**

(Du 2 décembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Considérant que les gérants des comptes du Trésor des Tuamotu ont effectué des paiements se rapportant à diverses créances, sans exiger les pièces justificatives nécessaires à la régularisation des paiements ;

Que d'autre part certaines factures dont le montant a été payé n'étaient pas revêtues de l'acquit du fournisseur, le paiement étant simplement certifié par le comptable ;

Qu'en raison de ce qui précède, ces dépenses ont été rejetées ;

Qu'à l'heure actuelle la régularisation de ces dépenses n'a pas été effectuée en raison des mutations successives des comptables de la circonscription des Tuamotu, qu'il n'est plus possible en raison de l'ancienneté de la plupart de ces créances qui remontent à 1935 de réunir maintenant les justifications nécessaires ;

Qu'il y a lieu de régulariser définitivement ces dépenses conformément à l'art. 239 du décret du 30 décembre 1912 ;

Le Conseil Privé entendu le 28 novembre 1942,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Les créances détaillées ci-après s'élevant à la somme de : *Dix-sept mille cent soixante-deux francs dix-sept centimes* (17.162 fr. 17), seront réordonnées au profit du Gérant des comptes du Trésor des Tuamotu, au titre du budget local de l'exercice 1942, savoir :

*Au chapitre 4.*

Mandat n° 7422 du 25 avril	1932	Ex. 1931 de fr.	300 »	
— 5515 - 17 -	1934	- 1933 -	1.133 33	
— 996 - 17 -	1934	- 1934 -	1.200 »	
— 1371 - 25 -	1935	- 1935 -	150 »	
— 2057 - 27 mai	1935	- 1938 -	150 »	
— 4129 - 5 octobre	1935	- 1935 -	55 »	2.988 33

*Au chapitre 8.*

Mandat n° 1371 du 24 mai	1935	Ex. 1935 de fr.	24 »	
— 2057 - 27 -	1935	- 1935 -	48 »	
— 4129 - 5 octobre	1935	- 1935 -	93 84	165 84

*Au chapitre 10.*

Facture de Ah Sang n° 4430 du 12 juillet 1936 de fr.	.....	16 »
--	-------	------

*Au chapitre 12.*

Facture Ah Siou n° 3246 du 27 juillet 1936 de fr.	254 »	
— Ah Fen n° 4470 du 25 août 1936 —	213 »	467 »

*Au chapitre 18.*

Ordre de paiement n° 1145 du 19 juin	1935 de fr.	1.987 »	
— — 1186 - 24 -	1935 —	567 »	
— — 1190 - 24 -	1935 —	1.155 »	
— — 1232 - 30 -	1935 —	1.040 »	
— — 1286 - 30 -	1935 —	583 »	
— — 1352 - 12 juillet 1935 —		576 »	
— — 1353 - 12 -	1935 —	1.090 »	
— — 1572 - 21 sept. —	1935 —	3.041 »	
— — 1613 - 23 -	1935 —	998 »	
— — 1684 - 30 -	1935 —	921 »	
Etat de paiement en date du 29 mai 1936 de fr.		903 »	
— — du 29 mai 1936 —		301 »	
— — du 29 mai 1936 —		194 »	
— — du 29 mai 1936 —		169 »	13.525 »
Total.....			17.162 17

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Trésorier-Payeur de la Colonie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution.

tion du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.  
ORSELLI.

DÉCISION n° 964 e., prorogeant le délai de déclaration de la succession de feu Mme Tehaavi a Mato.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la lettre de M<sup>e</sup> Ahnne en date du 13 octobre 1942, pour concrets Chave portant demande de prorogation du délai de déclaration de la succession de Mme Tehaavi a Mato, décédée à Papeete le 18 mai 1938 (jugement du 20 juin 1941);

Vu l'article 80 de l'arrêté organique de l'enregistrement du 15 novembre 1873;

Vu les circonstances invoquées et vérifiées;

Sur le rapport du Chef de Service;

Le conseil privé consulté le 28 novembre 1942,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est prorogé jusqu'au 30 juin 1943 le délai accordé aux pétitionnaires, pour souscrire la déclaration de la succession de Mme Tehaavi a Mato.

Art. 2. — Les intéressés paieront une pénalité réduite à un pour cent des droits simples et par mois ou fraction de mois du retard effectif, soit pour compter du 21 octobre 1941.

Art. 3. — Le Chef du Service de l'Enregistrement est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 965 d., fixant les bases de la taxe de guerre sur la vanille exportée de la Colonie pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> avril 1943.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu les arrêtés des 30 novembre 1928 et 30 novembre 1935;

Vu la décision du 17 février 1938 fixant la composition de la commission des « mercuriales »;

Vu l'arrêté du 3 juin 1940 instituant une taxe de guerre sur la vanille exportée;

Vu le procès-verbal de la commission des mercuriales en date du 5 novembre 1942;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La taxe de guerre sur la vanille exportée est fixée pour le 1<sup>er</sup> trimestre 1943 à 9 fr. 70 par kilogramme net.

Art. 2. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exé-

tion du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.  
ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 966 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la colonie à la date du 5 novembre 1942.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1928 instituant une mercuriale officielle dans la colonie;

Vu l'arrêté du 15 mai 1931 ensemble celui du 30 novembre 1928 et du 30 novembre 1935;

Vu la décision du 17 février 1938 fixant la composition de la commission des mercuriales;

Vu le procès-verbal de la commission dite des mercuriales en date du 5 novembre 1942,

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La mercuriale au 5 novembre 1942 pour les produits exportés de la colonie est fixée ainsi qu'il suit :

Coprah .....	2 <sup>e</sup> 10 le kilo
Vanille .....	260 » »
Nacre .....	9 » »

Art. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 967 co., rendant exécutoires des rôles de régularisation des exercices 1937, 1938, 1939, 1940, 1941 et 1942 de la perception des Tuamotu.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu les arrêtés 1259 a.g.f., 1447 a.g.f., 2171 a.g.f., 1195 a.g.f., 1037 a.g.f. et 659 a.g.f. des 29 décembre 1936, 28 décembre 1937, 20 décembre 1938, 9 décembre 1939, 9 décembre 1940 et 29 décembre 1941 approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1937, 1938, 1939, 1940, 1941 et 1942;

Sur le rapport du Chef du Service des Contributions;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 novembre 1942,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles de régularisation de la perception des Tuamotu, exercices 1937, 1938, 1939,

1940, 1941 et 1942, s'élevant ensemble à la somme de : *quarante sept mille cent cinquante-deux francs vingt-cinq centimes.*

## SAVOIR :

*Exercice 1937.*

## District de Anaa.

Taxe sur les chiens .....	90 »	
Avis .....	1 50	
Total, exercice 1937 .....		91 50

*Exercice 1938.*

## District de Anaa.

Taxe sur les voitures .....	20 »	
Taxe sur les chiens .....	195 »	
Avis .....	3 50	
Total, exercice 1938 .....		218 50

*Exercice 1939.*

## District de Anaa.

Impôt des routes .....	200 »	
Taxe sur les voitures .....	100 »	
Taxe sur les chiens .....	45 »	
Avis .....	3 »	
Total, exercice 1939 .....		348 »

*Exercice 1940.*

## GESTION DE PAPEETE

Impôt des routes .....	100 »	
Avis .....	0 50	100 50

## District de Anaa.

Impôt des routes .....	400 »	
Propriété bâtie .....	230 »	
Taxe sur les voitures .....	80 »	
Taxe sur les chiens .....	75 »	
Avis .....	5 50	790 50
Total, exercice 1940 .....		891 »

*Exercice 1941.*

## GESTION DE PAPEETE

Impôt des routes .....	250 »	
Taxe additionnelle 20 décimes .....	200 »	
Avis .....	1 »	451 »

## Districts de :

## Anaa.

Impôt des routes .....	850 »	
Propriété bâtie .....	230 »	
Taxe sur les voitures .....	120 »	
Taxe sur les chiens .....	90 »	
Avis .....	8 50	1.298 50

## Nukutavake.

Impôt des routes .....	1.600 »	
Patentes fixes .....	525 »	
Patentes proportionnelles .....	205 »	
Armes .....	60 »	
Taxe sur les chiens .....	30 »	
Droit fixe .....	280 »	
Droit supplémentaire .....	1.380 »	
Formules et avis .....	82 »	4.162 »

## Vahitahi.

Impôt des routes .....	1.050 »	
Patentes fixes .....	525 »	
Patentes proportionnelles .....	247 50	
Taxe sur les chiens .....	150 »	
Taxe additionnelle 20 décimes .....	100 »	
Droit fixe .....	160 »	
Droit supplémentaire .....	960 »	
Formules et avis .....	80 75	3.273 25

## Amanu.

Impôt des routes .....	250 »	
Avis .....	1 25	251 25

## Tureia.

Impôt des routes .....	350 »	
Avis .....	1 75	351 75

Total, exercice 1941 .....

9.787 75

*Exercice 1942.*

## GESTION DE PAPEETE

Impôt des routes .....	600 »	
Patentes fixes .....	285 »	
Patentes proportionnelles .....	180 »	
Taxe sur les chiens .....	60 »	
Taxe additionnelle 20 décimes .....	300 »	
Formules et avis .....	19 50	1.444 50

## Districts de :

## Vahitahi.

Impôt des routes .....	1.150 »	
Patentes fixes .....	262 50	
Patentes proportionnelles .....	112 75	
Taxe sur les chiens .....	255 »	
Taxe additionnelle 20 décimes .....	2.300 »	
Droit fixe .....	120 »	
Droit supplémentaire .....	540 »	
Formules et avis .....	46 »	4.786 25

## Nukutavake.

Impôt des routes .....	2.400 »	
Patentes fixes .....	637 50	
Patentes proportionnelles .....	240 »	
Armes .....	60 »	
Taxe sur les chiens .....	180 »	
Taxe additionnelle 20 décimes .....	300 »	
Droit fixe .....	340 »	
Droit supplémentaire .....	1.590 »	
Formules et avis .....	104 25	5.851 75

## Anaa.

Impôt des routes .....	1.150 »	
Propriété bâtie .....	230 »	
Patentes fixes .....	637 50	
Patentes proportionnelles .....	420 »	
Taxe sur les voitures .....	100 »	
Taxe sur les chiens .....	420 »	
Taxe additionnelle 20 décimes .....	900 »	
Droit fixe .....	80 »	
Droit supplémentaire .....	1.800 »	
Formules et avis .....	52 »	5.789 50

## Amanu.

Impôt des routes .....	200 »	
Patentes fixes .....	300 »	
Patentes proportionnelles .....	122 50	
Taxe sur les chiens .....	315 »	
Taxe additionnelle 20 décimes .....	7.600 »	
Droit fixe .....	60 »	
Droit supplémentaire .....	110 »	
Formules et avis .....	48 25	8.755 75

## Tureia.

Impôt des routes .....	480 »	
Taxe sur les chiens .....	30 »	
Taxe additionnelle 20 décimes....	900 »	
Avis .....	2 75	1.382 75

## Reao.

Impôt des routes .....	800 »	
Taxe additionnelle 20 décimes....	6.400 »	
Avis .....	4 »	7.204 »

## Hereheretue.

Impôt des routes .....	200 »	
Taxe additionnelle 20 décimes....	400 »	
Avis .....	1 »	601 »

Total, exercice 1942..... 35.815 50

Total général..... 47.152 25

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTE n° 968 co., rendant exécutoires des rôles supplémentaires de la taxe sur les chiens, sur les voitures, des patentes fixes et proportionnelles, des droits fixe et supplémentaire, des 10 % C.C., des 10 % C.P., de l'impôt des routes, des 20 décimes additionnels et de l'impôt sur la propriété bâtie pour l'année 1942.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 29 décembre 1941 approuvant le tarif des taxes locales pour l'année 1942;

Sur le rapport du chef du service des contributions;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 28 novembre 1942,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires, exercice 1942, s'élevant ensemble à la somme de : Trente six mille sept cent quatre-vingt quatre francs quarante et un centimes, savoir :

## PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle supplémentaire - 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 1942.

Propriété bâtie.....	90 »
Patentes fixes et proportionnelles..	21.774 60
10% C.C.....	2.177 44
Taxe sur les voitures.....	440 »
Taxe sur les chiens .....	45 »
10% C.P.....	2.173 62
Droits fixe et supplémentaire.....	8.940 »
Formules et avis.....	522 50

Total de la perception de Tahiti - exercice 1942..... 36.163 16

## PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle supplémentaire - 2<sup>me</sup> semestre 1942.

Impôt des routes.....	200 »
Taxe additionnelle 20 décimes....	400 »
Avis .....	1 »

Total de la perception des Gambier - ex. 1942..... 601 »

## COMMUNE DE PAPEETE

Rôle supplémentaire - 3<sup>me</sup> trimestre 1942.

Taxe sur les chiens.....	20 »
Avis .....	0 25

Total de la Commune de Papeete - ex. 1942..... 20 25

Total général..... 36.784 41

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 969 i.s.l.v., portant approbation d'une délibération de la Commune-mixte d'Uturoa en date du 31 octobre 1942, portant création d'une contribution de cinq centimes additionnels ordinaires sur le principal de certaines taxes perçues par la Colonie sur le territoire de la Commune-mixte d'Uturoa.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant et organisant la commune-mixte d'Uturoa;

Vu l'arrêté du 29 avril 1932 déterminant le régime financier de la commune-mixte d'Uturoa;

Vu la délibération de la commission municipale d'Uturoa, en date du 31 octobre 1942, portant création d'une contribution de cinq centimes additionnels ordinaires sur le principal de certaines contributions perçues par la colonie sur le territoire de la commune-mixte d'Uturoa;

Sur le rapport de l'administrateur-maire de la commune-mixte d'Uturoa et l'avis conforme du secrétaire général du Gouvernement;

Le conseil privé entendu en sa séance du 28 novembre 1942,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération de la commission municipale d'Uturoa en date du 31 octobre 1942, portant création d'une contribution de cinq centimes additionnels ordinaires, sur le principal de certaines contributions perçues par la colonie sur le territoire de la commune-mixte d'Uturoa;

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

DÉCISION n° 970 s., portant titularisation des sages-femmes stagiaires M<sup>lles</sup> Fuller et Manuel.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'arrêté n° 82 a.g.f. du 27 janvier 1939, organisant le cadre local des infirmiers, infirmières et sages-femmes, notamment son article 7 ;

Vu la décision n° 1112 s. du 27 décembre 1940, portant nomination des sages-femmes stagiaires Fuller Bellona et Manuel Rosa pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941 ;

Vu la lettre n° 460 du 25 novembre 1942 du médecin-commandant chargé du service de santé et ses propositions,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les sages-femmes stagiaires dont les noms suivent, sont titularisées sages-femmes de 4<sup>e</sup> classe du cadre local :

M<sup>lle</sup> Fuller Bellona, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1942.

M<sup>lle</sup> Manuel Rosa, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 972 a.p. rapportant l'arrêté n° 833 a.p. du 6 octobre 1942 admettant le nommé Nana a Tepaiaha dit Tataio à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle promulguée dans la colonie par arrêté du 9 décembre 1885 ;

Vu l'article 3 de l'arrêté n° 833 a.p. du 6 octobre 1942, admettant le nommé Nana a Tepaiaha dit Tataio, à bénéficier des dispositions de la loi précitée ;

Vu le jugement du tribunal correctionnel de Papeete en date du 27 octobre 1942 condamnant le dit Nana a Tepaiaha dit Tataio dit aussi Tana à trois ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour par application des articles 379 et 401 du Code pénal ;

Vu l'avis du Chef du Service Judiciaire ;

Sur la proposition du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté n° 833 a.p. du 6 octobre 1942, admettant le nommé Nana a Tepaiaha, dit Tataio, dit aussi Tana, à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle est rapportée pour compter du 6 octobre 1942, date à laquelle il a été libéré.

Art. 2. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est retiré au dit sieur Nana a Tepaiaha dit Tataio, dit Tana qui devra accomplir à la prison toute la durée de sa peine non écoulée au moment de sa libération.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 973 a.p., autorisant M. Assam Chin Foo à installer au lieu dit "Paura" (vallée de la Fautaua) une usine pour le raffinage et la désodorisation des huiles locales, comportant un moteur à huile lourde de 35 C.V. et une machine à vapeur de 25 C.V.

(Du 2 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes de la Guadeloupe rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par le décret du 21 juin 1887 ;

Vu la demande en date du 19 août 1942 formulée par M. Assam Chin Foo à l'effet d'obtenir l'autorisation d'installer au lieu dit "Paura" (vallée de la Fautaua) une usine pour le raffinage et la désodorisation des huiles locales, comportant le fonctionnement d'un moteur à huile lourde de 35 C.V. et d'une machine à vapeur de 25 C.V. ;

Vu l'enquête de commodo et incommodo ouverte du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 1942 ;

Vu les conclusions du procès-verbal du commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis favorable émis par le comité d'hygiène ;

Sur la proposition du Secrétaire Général du gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Assam Chin Foo est autorisé à installer au lieu dit "Paura" (vallée de la Fautaua) une usine pour le raffinage et la désodorisation des huiles de production locale, comportant le fonctionnement d'un moteur à huile lourde de 35 C.V. et d'une machine à vapeur de 25 C.V.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 décembre 1942.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 974 a.p.

(Du 2 décembre 1942.)

Par arrêté du Gouverneur, M. Emile Helme est autorisé à installer sur sa propriété sise à Piafau, district de Faau, un moteur à essence de la force de 3/4 C.V., destiné à actionner une pompe à eau.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 975 a.p.

(Du 2 décembre 1942.)

Par arrêté du Gouverneur, M. At Soi Sui Chan n° 6618 est autorisé à installer à Mamao (Commune de Papeete) sur la propriété de M. J. Ferrand, une huilerie-savonnerie actionnée par un moteur à huile lourde d'une puissance de 12 C.V.

ORSELLI.

## ARRÊTÉ n° 976 a.p.

(Du 2 décembre 1942.)

Par arrêté du Gouverneur, M. Faatauraituiteaoa Faremiro est autorisé à installer sur sa propriété sise Avenue du Prince Hinoi à Papeete un moteur à essence de la force de 3 1/2 C.V. destiné à actionner une scie circulaire.

ORSELLI.

## ARRÊTÉ n° 977 a.p.

(Du 2 décembre 1942.)

Par arrêté du Gouverneur, M. Teura Marae, charpentier, demeurant à Papeete (Quartier de Paofai) est autorisé à installer dans son atelier un moteur électrique d'une puissance de 1/2 C.V., destiné à actionner une scie à bois.

ORSELLI.

DÉCISION n° 981 a. g. f., *ayant des contrôles l'infirmier de 1<sup>re</sup> classe Doom (Charles) du cadre local des Etablissements français de l'Océanie.*

(Du 5 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu l'arrêté n° 1068/a. g. f., du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local, notamment l'article 75 ;

Vu la décision n° 741 du 29 juillet 1937 plaçant l'infirmier Doom (Charles) dans la position de disponibilité sans solde pour une période de deux années à compter du 1<sup>er</sup> août 1937 ;

Vu les décisions n°s 642 du 27 juin 1939 et 597 du 10 juillet 1940 prolongeant de un an et 2 ans la mise en disponibilité de l'infirmier Doom ;

Attendu que l'infirmier Doom n'a pas demandé à reprendre du service à l'expiration de sa 5<sup>me</sup> année de disponibilité,

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M. Doom (Charles) infirmier de 1<sup>re</sup> classe du cadre local des E. F. O., qui n'a pas demandé à reprendre du service à l'expiration de sa 5<sup>me</sup> année de mise en disponibilité, est considéré comme démissionnaire et rayé des contrôles de son cadre à compter du 1<sup>er</sup> août 1942.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 5 décembre 1942.

ORSELLI.

DÉCISION n° 985 a.e., *instituant une commission technique chargée d'étudier les tarifs des transports publics dans la colonie.*

(Du 8 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 118 a.p.e. du 6 juillet 1941 fixant à nouveau la

composition et les attributions de la commission de surveillance des prix et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la nécessité de fournir à la commission des prix les renseignements d'ordre technique devant lui permettre de fixer les prix des transports publics dans la colonie ;

Vu la lettre n° 539 du 5 novembre 1942 du chef du service des Travaux Publics,

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est institué auprès de la commission de surveillance des prix une commission technique chargée d'étudier toutes questions relatives aux prix des transports publics dans la colonie.

Art. 2. — Cette commission est composée comme suit :

M. le Chef du service des Travaux Publics,	<i>Président ;</i>
Un représentant de la Municipalité de Papeete,	<i>Membre ;</i>
Un représentant de la Chambre d'Agriculture,	—
Un chef de district de Tahiti désigné par le Chef de circonscription,	—
Un entrepreneur de transports publics de Tahiti,	—
Un propriétaire ou affréteur de goélettes,	—
Un garagiste ou propriétaire de taxis,	—

Ces 3 derniers membres désignés par le Président de la Chambre de Commerce de Papeete.

Un agent des Travaux Publics assurera les fonctions de Secrétaire de la commission sans voix délibérative.

Art. 3. — La commission se réunira sur convocation de son Président et transmettra directement le résultat de ses travaux au Président de la commission de surveillance des prix.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 décembre 1942.

ORSELLI.

DÉCISION n° 986 c., *rapportant les décisions n° 224 c., du 6 août 1941, et n° 489 s. g., du 29 octobre 1941.*

(Du 8 décembre 1942.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 224 c., du 6 août 1941 chargeant M. Lherbier, pharmacien, de la gérance de la pharmacie de l'hôpital de Papeete ;

Vu la décision n° 489 s. g., du 29 octobre 1941, fixant les émoluments de M. Lherbier, pharmacien chargé de la gérance de la pharmacie de l'hôpital de Papeete ;

Vu les prévisions budgétaires de l'exercice 1943,

## DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les décisions n° 224, du 6 août 1941 et n° 489 s. g., du 29 octobre 1941 sont rapportées pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 décembre 1942.

ORSELLI.

**ARRÊTÉ n° 990 s., prescrivait la vaccination anti-typhoïdique obligatoire dans le district de Punaauia.**

(Du 9 décembre 1942).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS LIBRES DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu la proclamation du 2 septembre 1940 ;

Vu le décret du 20 mai 1910, art. 3 et l'arrêté du 31 décembre 1938 sur la protection de la santé publique ;

Vu la lettre n° 486 du médecin-commandant, chargé du service de santé ;

Vu l'urgence,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — La vaccination anti-typhoïdique est rendue obligatoire dans le district de Punaauia.

Art. 2. — Cette vaccination sera pratiquée gratuitement par le service de santé aux points, jours et heures indiqués par un placard apposé à la chefferie de Punaauia.

Art. 3. — Les listes nominatives seront dressées par le chef de district.

Art. 4. — Le chef du service de santé, le chef de circonscription de Tahiti, le chef de district de Punaauia, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 décembre 1942.

ORSELLI.

## EXTRAITS

### Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

#### CABINET.

1. — *Par décision n° 980 du 5 décembre 1942.* — M. Frogier (Henri), aide-géomètre principal hors classe, est affecté au service des Travaux Publics pour compter du 7 décembre 1942.

2. — *Par décision n° 991 du 9 décembre 1942.* — Un nouveau congé de convalescence de trois mois est accordé, en conformité de l'article 38 de l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre 1936, à M<sup>me</sup> Grandclaude, née Tepea (Daisy), institutrice de 3<sup>e</sup> classe du cadre local, en service à Papeete, à compter du 8 décembre 1942.

3. — *Par décision n° 992 du 9 décembre 1942.* — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943 :

1<sup>o</sup> le gendarme Allaume (Joseph) est rappelé au chef-lieu et mis à la disposition du Chef du détachement de Gendarmerie ;

2<sup>o</sup> le gendarme Yvé (Moïse) est affecté au poste de gendarmerie d'Uturoa ;

3<sup>o</sup> le gendarme Ohlen (Herman) est détaché au poste administratif de l'île Huahine, en qualité de délégué du Chef de la Circonscription administrative des îles Sous-le-Vent et exercera toutes les fonctions détaillées à la décision n° 394 c. du 21 avril 1939.

En qualité d'huissier porteur de contraintes et de chargé du Service des Douanes et Contributions, le gendarme Ohlen prêterait le serment prescrit par la loi.

Le Chef de la Circonscription administrative des îles Sous-le-Vent fixera, par note de service, soumise à l'approbation du Gouverneur, les attributions du gendarme Yvé.

Toutes dispositions contraires à celles prévues par la présente décision sont rapportées.

\* \* \*

#### ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 946 du 28 novembre 1942.* — M. Cérant-

Jérusalémy, vice-président de la Chambre d'Agriculture, est désigné pour siéger comme membre de droit à la session des Délégations Economiques et Financières ouvrant le 21 décembre 1942 en remplacement de M. Rabinovitch, président, mobilisé et parti aux armées.

2. — *Par décision n° 982 du 5 décembre 1942.* — La décision n° 226 du 12 mars 1942 est rapportée.

M<sup>lle</sup> Teariki (Ani), institutrice à l'école de Maharepa, est nommée secrétaire d'état-civil du district de Teaharoa (1<sup>re</sup> circonscription d'état-civil de l'ancien district de Teavaro-Teaharoa).

M. Ariimoeau Mataitai, instituteur à l'école de Teavaro, est nommé secrétaire d'état-civil du district de Teavaro (2<sup>e</sup> circonscription d'état-civil de l'ancien district de Teavaro-Teaharoa).

M. Ariimoeau Mataitai et M<sup>lle</sup> Teariki (Ani) sont autorisés à percevoir la somme de *cinq francs* (5 frs) pour chaque copie d'acte d'état-civil délivrée par eux aux particuliers conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 219 du 20 mars 1935.

Les archives et les registres de l'état-civil du district de Teavaro seront prises en charge par M. Ariimoeau Mataitai sous le contrôle du délégué du chef de circonscription à Moorea.

La présente décision aura effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943.

3. — *Par décision n° 983 du 5 décembre 1942.* — Le caporal-chef Favereau (Marcel), commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils est mis à la disposition du Secrétaire Général pour être employé au Service du Ravitaillement, à compter du 23 novembre 1942.

4. — *Par décision n° 984 du 7 décembre 1942.* — L'adjudant-chef d'artillerie coloniale Georges (André), chef du détachement militaire de Moorea, chargé des fonctions de délégué à Moorea du Chef de la circonscription administrative de Tahiti et dépendances percevra un supplément de fonctions de . . . 3.600 frs l'an.

Le caporal radio-télégraphiste Palmer (Alfred), chef de station de T.S.F. et gérant du bureau de poste d'Afareaitu à Moorea percevra les indemnités ci-après :

Chef de station de T.S.F. (3 <sup>e</sup> catégorie)	600 frs l'an.
Chargé du bureau de poste —	360 : 2 = 180 —
Indemnité de responsabilité	150 —

La présente décision aura effet pour compter du 29 octobre 1942.

\* \* \*

#### AFFAIRES POLITIQUES

1. — *Par décision n° 947 du 28 novembre 1942.* — M. Teriitevao a Tuua est désigné comme président ad hoc du Tribunal des Too-hitu de Huahine (îles Sous-le-Vent) en remplacement de M. Pai a Tapi, apparenté à l'une des parties en cause dans l'affaire portée devant ce tribunal par les sieurs Nui a Manoi et Tamaroa a Teura.

M. Poarii a Manutahi est désigné comme membre de ce même tribunal en remplacement de M. Faite a Tehuira, cité comme témoin dans l'affaire en question.

M.M. Teriitevao et Poarii a Manutahi auront droit à la vacation de *vingt francs* prévue par l'arrêté du 28 septembre 1938 fixant le salaire des juges de : tribunaux indigènes des îles Sous-le-Vent.

\* \* \*

#### JUSTICE

1. — *Par décision n° 987 du 8 décembre 1942.* — M. Dubouch Gabriel, notaire à Papeete, est nommé juge-suppléant ad hoc près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Papeete pour siéger au tribunal mixte dans sa session du 9 décembre 1942, en remplacement de M. Le Roux, empêché.

Avant d'entrer en fonctions, M. Dubouch prêterait le serment prescrit par la loi.

## AVIS OFFICIELS

Extrait des minutes du Greffe des tribunaux de Papeete (île Tahiti).

L'an mil neuf cent quarante-deux, le trente novembre, à neuf heures, en exécution des prescriptions de l'article 54 du décret du 21 novembre 1933, modifié par le décret du 22 janvier 1936, sur l'établissement de la liste annuelle des assesseurs près le Tribunal Criminel de Papeete, la commission s'est réunie au Palais de Justice de cette ville, où étaient présents :

MM. André de Monlezun, Président du Tribunal de Première Instance de Papeete;

Alfred Poroi, Maire de la Commune Papeete, et

Kléber Spingler, Président de la Chambre de Commerce de Papeete.

Elle a établi comme suit la liste des assesseurs pour l'année mil neuf cent quarante-trois :

Aiho Teihoarii (Chassaniol).	Largeteau (Auguste).
Allain (Charles).	Lepiniec (Emile).
Bambridge (Lionel), (père).	Lévy (Julien).
Bolin.	Malardé (Yves).
Bonno (Alexandre).	Mahnes (Charles).
Bourne (Joseph).	Martin (Emile).
Cabouret (Alfred).	Martin (Robert).
Doudoute (Georges).	Moulins (Marcel).
Drollet (Emile).	Paraita (Tehanai).
Drollet (Henri).	Ramos (Joseph).
Ferrand (Jean).	Raoulx (Louis).
Frogier (Marcel).	Rey (Jules).
Gérard (Edouard).	Simonet (Henri).
Grand (René).	Spitz (Georges).
Helme (Emile).	Tepa (Tehaamarama).
Hérault (Victor).	Tranchand (Louis).
Jacquemin (André).	Vigor (Robert).
Juventin (Elie).	Villierme (Henri) (père).

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal que les membres de la Commission ont signé les jour, mois et an que dessus.

Signé : Alfred Poroi, Kléber Spingler et André de Monlezun.

Pour extrait certifié conforme :

Le Greffier,  
M. PENI.

## AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA COLONIE

Les créanciers de la colonie, domiciliés dans les Etablissements français libres de l'Océanie, sont informés que, par application du décret du 9 novembre 1935, seront proscrites et définitivement éteintes au profit du Service Local, sans préjudice des déchéances spéciales prononcées par les lois et règlements ou consenties par des marchés ou conventions, toutes les créances remontant par leur origine à l'exercice 1938 qui n'auraient pas été acquittées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1943.

### Enquête de *commodo et incommodo*

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incom-

modés, de la Guadeloupe, rendu applicables aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête « *de commodo et incommodo* » est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 15 décembre 1942, sur une demande formulée par M. Charles, Liais, demeurant à Faaa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une huilerie-savonnerie sur sa propriété sise à Faaa, actionnée par un moteur de 35/40 C.V.

L'enquête dont ils'agit sera close le 30 décembre 1942, à 17 heures.

M. Frogier, subdivisionnaire aux travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 28 novembre 1942.

Le Gouverneur,  
ORSELLI.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M<sup>e</sup> Léonce BRAULT, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le dix juillet mil neuf cent quarante deux, enregistré et signifié.

Entre : Mme Nuupure a TEMEEHU ;

Ayant M<sup>e</sup> L. BRAULT, pour Défenseur,

Et : Mr. Louis A. SILMAR.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux SILMAR-TEEMEEHU aux torts et griefs de l'époux.

Pour extrait :

Léonce BRAULT, Défenseur.

Etude de M<sup>e</sup> P. de MONTLUC, Défenseur près le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete.

D'un jugement rendu par défaut, au profit de M. Pierre LABORIE contre Madame Joséphine UPTON par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 2 Juin 1939, enregistré et signifié, il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux P. LABORIE elle née Joséphine UPTON à la requête et au profit du mari.

Pour extrait :

P. DE MONTLUC, Défenseur.

## AVIS

M. Marcel. Victor FROGIER, syndic, invite les créanciers de la faillite KONG AH & C<sup>ie</sup> à se présenter à son bureau à partir du 22 décembre courant de 9 h. à 11 h. tous les jours ouvrables pour toucher le dividende leur revenant dans la troisième répartition.

PAPEETE.— IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.